

## **SECTION DU PUY-DE-DÔME**

La Directrice Générale des Finances publique s'est récemment félicitée de l'attractivité de la DGFIP.

Devons-nous d'ores et déjà dire aux nouveaux arrivants que dès leurs concours en poche ils seront abandonnés à leur sort ?

Des salaires gelés, des échelons sous le SMIC, une action sociale en berne, une restauration qui augmente...

La note d'orientation du Secrétariat Général sur l'action sociale locale invite à s'interroger sur le maintien des conventions avec un psychologue, en raison du déploiement du dispositif ministériel.

Dans le Puy-de-dôme, cette prestation est essentielle pour les agents, les crédits alloués ont dû être abondés. Pour Solidaires Finances 63, il est inenvisageable de la supprimer et, au contraire, il faut la maintenir en complément du dispositif national proposé.

La restauration augmente alors que le ministère met en avant l'enjeu de celle-ci. Encore une perte sèche pour le budget des agents.

Cerise sur le gâteau, la SRIAS a été vidée de sa substance. Sont en péril les sorties, les berceaux, les logements d'urgence, et bien plus. La carte CEZAM n'est déjà plus accessible aux agents du département.

Le jeu d'équilibriste entre moyens alloués et besoins des agents auquel nous oblige le Secrétariat général nous contraint à faire des choix difficiles qui vont à l'encontre de nos valeurs.

Solidaires Finances est le syndicat de représentants du personnel du ministère qui porte les demandes des agents du ministère haut et fort :

- une augmentation générale du point d'indice,
- une indexation des crédits d'actions sociales sur l'inflation,
- une restauration collective de qualité à un tarif avantageux,
- une offre culturelle et de loisirs pour permettre à tous d'en bénéficier,
- une assistance psychologique et juridictionnelle répondant aux besoins sans cesse grandissants de nos collègues,
- un retour à un système d'inscription plus juste auprès d'ASF pour les colonies et résidences vacances.
- 

Solidaires Finances ne cessera, encore et encore de vous rappeler que le but premier de l'action sociale est de lutter contre l'isolement et l'exclusion des agents du ministère par des actes affirmés et non uniquement par des mots.



**Solidaires** finances

**L'action sociale n'est pas un luxe,**

**c'est une nécessité !**